

PRÉFECTURE DE L'YONNE

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS ET DES
POLITIQUES PUBLIQUES

SERVICE DE L'ÉCONOMIE
ET DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE n° PREF-DCPP-0017

du 7 février 2011

mettant en demeure la société PROVIMI PET FOOD France de respecter, dans ses installations situées à SENS, 20, rue du Commerce dans la Z.I des Sablons, certaines dispositions de l'arrêté préfectoral n° PREF-DCLD-2002-0987 du 16 décembre 2002 autorisant la société SESA Bourgogne à poursuivre l'exploitation d'un établissement de fabrication d'aliments pour animaux de compagnie

Le Préfet de l'Yonne,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement, Livre V « prévention des pollutions, des risques et des nuisances » et notamment son article L.514-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF-DCLD-2002-0987 du 16 décembre 2002 autorisant la société SESA BOURGOGNE à poursuivre l'exploitation d'un établissement de fabrication d'aliments pour animaux de compagnie, sur le territoire de la commune de SENS;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF-DCDD-2006-0242, en date du 22 mai 2006, portant prescriptions complémentaires applicables à ladite société

VU le récépissé de mutation au bénéfice de la société PROVIMI PET FOOD France, en date du 29 janvier 2007;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF-DCDD-2007-0319 mettant en demeure le directeur de la société PROVIMI PET FOOD France de satisfaire aux dispositions des arrêtés préfectoraux réglementant l'activité qu'elle exerce sur la commune de SENS;

VU la fiche de constatations établie par l'inspecteur des installations classées en date du 8 octobre 2010;

VU le rapport de mesures datant du 1^{er} octobre 2010 établi par la société B.E.E.C relatif aux mesures de bruit réalisées sur le site les 11 et 13 septembre 2008;

CONSIDERANT que l'exploitant ne respecte pas l'article 11.4 de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2002 susvisé car 16 containers de 1 m³ d'exhausteurs de goût ainsi que 1m³ de produit anti-corrosion et 3 bidons de 20 litres d'agent masquant ont été observés hors rétention,

CONSIDERANT que l'exploitant ne respecte pas l'article 22.1 de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2002 susvisé car le rapport relatif aux mesures de bruit B.E.E.C susvisé indique que les émergences réglementaires admissibles définies par l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé, ne sont pas respectées,

CONSIDERANT que l'exploitant ne respecte pas l'article 31 de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2002 susvisé car les cuves contenant selon l'exploitant de la graisse et du sirop de glucose n'étaient pas étiquetées lors de la visite d'inspection du 9 août 2010;

CONSIDERANT que l'exploitant ne respecte pas l'article 32.5.1 de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2002 susvisé car plusieurs extincteurs et plusieurs Robinets d'incendie Armés ont été observés inaccessibles lors de la visite d'inspection du 9 août 2010;

CONSIDERANT que l'exploitant ne respecte pas l'article 37.2 de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2002 susvisé car il ne respecte pas la fréquence semestrielle prescrite pour la réalisation des campagnes d'évaluation de la gêne olfactive avec le concours d'un échantillon de population représentatif;

CONSIDERANT que les résultats de la campagne d'évaluation de la gêne olfactive susmentionnée avec le concours d'un échantillon de population représentatif permettront à l'Inspection des Installations Classées de se positionner quant à l'efficacité du procédé de masquage des effluents atmosphériques mis en place par l'exploitant en 2009;

CONSIDERANT en application de l'article L.514-1 du Code de l'Environnement que lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er} – Mise en demeure

En application de l'article L.514-1 1er alinéa, du Code de l'environnement, Monsieur le Directeur de la société PROVIMI PET FOOD France dont le siège social est situé 20, rue du Commerce dans la Zone Industrielle des Sablons à Sens (89 100) est mis en demeure de respecter:

sous 1 mois, à compter de la notification du présent arrêté:

- l'article 11.4 de l'arrêté préfectoral n° PREF-DCLD-2002-0987 du 16 décembre 2002 susvisé en associant tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou du sol à une capacité de rétention ayant un volume suffisant,
- l'article 31 de l'arrêté préfectoral n° PREF-DCLD-2002-0987 du 16 décembre 2002 susvisé en portant en caractères très lisibles sur tous les fûts, réservoirs et autres emballages, le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses,
- l'article 32.5.1 de l'arrêté préfectoral n° PREF-DCLD-2002-0987 du 16 décembre 2002 susvisé en rendant accessibles et utilisables en toutes circonstances les moyens matériels visés (extincteurs,RIA),
- l'article 37.2 de l'arrêté préfectoral n° PREF-DCLD-2002-0987 du 16 décembre 2002 susvisé en relançant la campagne d'évaluation de la gêne olfactive avec le concours d'un échantillon de population représentatif.

sous 6 mois, à compter de la notification du présent arrêté:

- l'article 22.1 de l'arrêté n° PREF-DCLD-2002-0987 du 16 décembre 2002 susvisé en définissant les Zones à Emergence Réglementées (ZER) de son site et en respectant les émergences réglementaires admissibles dans ces zones.
-

Article 2 - Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 514-1 du Code de l'Environnement.

Article 3 – Délais et voies de recours

Le destinataire du présent arrêté peut saisir le tribunal administratif sis 22 rue d'Assas à Dijon d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

A l'intérieur de ce délai, il peut également saisir le Préfet d'un recours gracieux, ou le Ministre de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de la Mer d'un recours hiérarchique qui n'interrompt en aucune façon le délai de recours contentieux (l'absence de réponse de l'administration au terme d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet)

Article 4 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le responsable de l'unité territoriale de l'Yonne de la DREAL, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de la société PROVIMI PET FOOD France et dont copie sera adressée à M. le Maire de SENS.

M. le Sous-Préfet de l'arrondissement de SENS, M. le Procureur près le Tribunal de Grande Instance de SENS, M. le Directeur Départemental de la sécurité publique.

Fait à Auxerre le

~~7~~ 7 FEV. 2011

Pour le Préfet,
Le Sous Préfet
Secrétaire général



Patrick BOUCHARDON